



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

détenus

Question écrite n° 68286

Texte de la question

M. Jacques Bompard attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement, sur ce que révèle la décapitation d'Hervé Gourdel sur la réalité de l'islam radical. En effet après l'émotion soulevée par cette atrocité, les discours lénifiants sur le pluralisme de l'islam se sont multipliés. Or s'il est certain que tous les musulmans ne sont pas islamistes, encore faudrait-il que le Gouvernement comprenne que l'islam radical mène systématiquement au terrorisme. Lorsque le Gouvernement acceptera enfin la réalité selon laquelle les terroristes islamistes commettent leurs attentats au nom d'un islam radical, le rapport explosif de M. le député Guillaume Larrivé à propos de l'islamisation des détenus en France ne pourra que l'horrifier. Selon ce rapport intitulé « pour un plan d'action anti-radicalisation islamiste en prison », 60 % de la population carcérale en France, soit 40 000 détenus, peuvent être considérés comme de culture ou de religion musulmane. Le rapport ajoute que la radicalisation islamiste est aujourd'hui susceptible de concerner plusieurs centaines de détenus. À force de ne pas vouloir se confronter à la réalité, le Gouvernement se montre irresponsable en laissant la situation s'envenimer, ce qui met d'ores et déjà gravement en danger la sécurité de nos concitoyens, qu'ils soient sur le territoire national ou à l'étranger. Le meurtre de M. Gourdel devrait suffire à ce que le Gouvernement prenne la mesure de la catastrophe que son immobilisme favorise. Combien de Mohammed Merah, de Medhi Nemmouche faudra-t-il au Gouvernement avant qu'il ne se décide à protéger les Français et prenne les mesures nécessaires et efficaces pour lutter contre le terrorisme sur notre sol ? Un numéro vert *anti-djihad* et une interdiction administrative de sortie du territoire s'avèrent être des moyens bien illusoires face à la menace des jeunes loups solitaires - qu'il faudrait d'ailleurs laisser quitter notre pays et empêcher de revenir en France. Le temps des discours tolérants et déconnectés du réel est dépassé. Il lui demande si le Gouvernement comprend bien que l'angélisme n'a pas sa place avec le terrorisme.

Données clés

Auteur : [M. Jacques Bompard](#)

Circonscription : Vaucluse (4^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 68286

Rubrique : Système pénitentiaire

Ministère interrogé : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 novembre 2014](#), page 9181

Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)